

# **GWENAËLLE PERRIER**

Maitresse de conférences en science politique  
Université de Paris 13 – Sorbonne Paris Cité  
Membre du Centre de Recherche sur l'Action Locale (CERAL) - EA 3968  
Chercheuse associée au Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique  
(LISE) - UMR 3320

## **CURRICULUM VITAE**

Adresse électronique : [perriergwen@yahoo.fr](mailto:perriergwen@yahoo.fr)

### **Adresse professionnelle :**

Université de Paris 13 – UFR Droit, Sciences Politiques et Sociales – bureau J 215  
Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité  
99 avenue J.-B. Clément  
93 430 Villetaneuse

## **CURSUS, TITRES ET RECONNAISSANCES UNIVERSITAIRES**

---

### **Qualifications aux fonctions de maître de conférences**

Mars 2011 : qualification en science politique (section 04)

Février 2012 : qualification en sociologie (section 19)

### **Doctorat en science politique, spécialité sociologie politique et politiques publiques**

Titre : « Intégrer l'égalité entre les hommes et les femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : une comparaison entre Berlin et la Seine-Saint-Denis », soutenue le 30 juin 2010 à l'IEP de Paris.

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

### **Membres du jury :**

- Silke Bothfeld, Professeure en science politique, université de Brême (rapporteuse)
- Vincent Dubois, Professeur en science politique, IEP de Strasbourg (rapporteur)
- Christine Erhel, Maître de conférences en économie, université de Paris I Panthéon-Sorbonne
- Olivier Giraud, Chargé de recherche au CNRS en science politique, Centre Marc Bloch de Berlin
- Marie-Thérèse Letablier, Directrice de recherche au CNRS en sociologie, université Paris I Panthéon-Sorbonne (présidente du jury)
- Pierre Muller, Directeur de recherche au CNRS en science politique, Centre d'études européennes de Sciences po

## Campagne de recrutement MCF 2011 et 2012

Sélectionnée par les comités de sélection pour une **audition en science politique** dans les universités de Paris Dauphine (classée 5<sup>ème</sup>), Nantes, Avignon (classée 3<sup>ème</sup>), Paris 13 (classée 1<sup>ère</sup>), Besançon (audition non effectuée) **et en sociologie** dans les universités de Toulouse 2 (classée 3<sup>ème</sup>) et de Paris Dauphine.

### Cursus antérieur

*2000-2003*

**IEP de Paris – Freie Universität Berlin** (université libre de Berlin), Otto-Suhr Institut für Politikwissenschaft (institut de science politique Otto-Suhr)

**Double diplôme franco-allemand en sciences politiques et sociales** (obtention des deux diplômes) – 3 semestres d'étude à Paris, 3 semestres d'étude à Berlin

Majeure à l'IEP : Métiers de l'Europe (notamment : politique sociale, politique étrangère)  
Mémoire de diplôme allemand (Diplomarbeit – équivalent de DEA) : „Die Gender Mainstreaming Politik der Europäischen Union : eine Zwischenbilanz“, (« La politique de gender mainstreaming de l'Union européenne : un bilan à mi-parcours ») sous la direction de Peter Grottian, professeur en science politique.

*1999-2000*

Université de Paris III, La Sorbonne Nouvelle – UFR d'allemand

**Maîtrise d'allemand** (langue, culture et civilisation étrangère), Mention très bien

## ENSEIGNEMENTS ET RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

### **Maitresse de conférences en science politique à l'université de Paris 13, Sorbonne Paris Cité**

*Service d'enseignement actuel (temps plein)*

- « Analyse de l'action publique » (CM, 33h), Licence 3 de science politique
- « Transformations contemporaines des politiques publiques » (TD, 15h), Master 1 Politique et Action publique.
- « Sociologie du genre » (CM, 33h), Licence 3 de science politique
- « Politiques de lutte contre l'exclusion et les discriminations » (CM, 21h), Master 2 Conduire et évaluer les politiques publiques
- « Politiques sociales » (CM, 21h), Master 1 Politique et action publique
- « Politiques sociales » (TD, 13,5h), Master 1 Politique et action publique

*Responsabilités pédagogiques :*

- **Co-responsable**, avec Marie Loison, MCF en sociologie, **du Master 1 Politique et action publique**
- Encadrement de mémoires d'étudiant-e-s du Master 2 Conduire et évaluer les politiques publiques (CEPP) et du Master 1 Politique et action publique (PAP)
- Membre de jury de mémoires du M2 CEPP, du M1 PAP, et de la licence 3 science politique

## Activités d'enseignement antérieures

### *Enseignements généraux de science politique / sciences sociales*

- TD d'**introduction à la science politique** en licence 1 (de droit et d'AES) ; 15h [Faculté de sciences juridiques, politiques et sociales de l'**université de Lille 2** – 2008- 2009, 2009-2010]
- Enseignement d'ouverture sur **la Commune de Paris** axé sur des éléments de **méthodologie**, licence 1 ; 8h ou 16h selon les années [IEP de Paris – Premier cycle de Paris –2005, 2006, 2007]

### *Enseignements généraux sur les politiques publiques et l'Union européenne*

- CM de « **politiques publiques** » en Master 1 de science politique ; 33h [Département de science politique de l'**université de Paris 8** - Vincennes - Saint-Denis - *Février 2008 - juin 2008*]
- TD de « science politique approfondie » : **politiques publiques européennes**, licence 2 (de droit) ; 15h [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 – 2010 – 2011]
- CM de « **Politiques d'intégration européenne** » (30h), Master 1 « Relations et échanges internationaux » ; 30h [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 – 2012 – 2015]
- Enseignement, assuré avec Marie-Thérèse Letablier, dans le cadre du diplôme inter-universitaire « Conseiller-e référent-e en égalité femmes-hommes » : « **Du global au local : de l'Europe aux collectivités territoriales – L'exemple de la charte européenne de l'égalité et du Fonds Social Européen** », formation continue pour adultes ; 3h chaque année [Universités Pierre et Marie Curie et La Sorbonne Nouvelle – 2009-2013]

### *Enseignements sur les politiques sociales*

- CM de « **Politiques du handicap** », licence 1 (AES) ; 15h [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 - Villetaneuse et Institut Régional de Travail Social (IRTS) de Neuilly-sur-Marne – *Mai – Juin 2012*]
- CM de « **Politiques de lutte contre les exclusions et les discriminations** », Master 2 professionnel « conduire et évaluer les politiques publiques », cours de 21h pour des étudiant.e.s en formation initiale et de 30h pour des étudiant.e.s en apprentissage [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 – 2010 - 2012]
- TD de « **Politiques publiques et travail social** », licence 1 (AES) ; 15h [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 - Villetaneuse et Institut Régional de Travail Social (IRTS) de Neuilly-sur-Marne - *Octobre 2010 - novembre 2010*]
- Séance de TD « **Genre et politiques publiques, comparaisons européennes** » du séminaire de recherche « Genre, travail et ressources humaines » dans le cadre du Master 2 « Sciences du travail, ressources humaines et sociologie », (avec Olivier Giraud) ; 3 h [Conservatoire National des Arts et Métiers – *Mars 2012 et mars 2013*]

### *Enseignements sur le genre et les mobilisations collectives*

- Cours séminaire « **Genre, féminismes et action publique** », licence 1 ; 24h [IEP de Paris – Cycle ibéro-américain de Poitiers - *Février 2011 – mai 2011*]
- Enseignement d'ouverture « **Genre et politique – Regards croisés Europe / Amérique latine** », en collaboration avec Delphine Lacombe, licence 1 et 2 ; 28h [Sciences Po Paris – Cycle ibéro-américain de Poitiers – *Mars 2005 – juin 2005*]

### *Enseignements de méthodologie*

- TD de « **Professionalisation et recherche de stage** » (15h), Master 1 Politique et action publique [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 – *2015 - 2016*]

### *Autre activité pédagogique*

- Membre du jury de soutenance du mémoire de Master 2 « Genre, politique et sexualité » de Gwenaëlle Madec, étudiante à l'EHESS, « Promoteurs de la RSE et égalité professionnelle. Monographie d'un club d'entreprises », (sous la direction de Laure Bereni), 16 septembre 2013

## **RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES DIVERSES – RÉGULIÈRES OU OCCASIONNELLES**

### **Activités d'évaluation**

- Evaluatrice d'un dossier de candidature à la bourse post-doctorale « Fernand Braudel » (2013)
- Evaluatrice d'un dossier de candidature à une bourse post-doctorale de la FNRS (Belgique) (2016)
- Evaluatrice pour la revue *Politique européenne*

### **Autres activités**

Membre du comité de lecture du Réseau Thématique 6 (Protection sociale, politiques sociales et solidarités) de l'Association Française de Sociologie (AFS)

Membre du comité scientifique du colloque des doctorant.e.s de l'université de Paris 13 (septembre 2015)

Membre des jurys « blancs » pour les auditions blanches des candidat.e.s au CNRS au LISE / CNAM

### **Participation à des comités de sélection pour le recrutement d'un poste de maître.sse de conférence**

- Université de Paris 8 – Vincennes – Saint-Denis, poste fléché « genre et politiques locales » ; sélection des dossiers le 4 mai 2016 et audition des candidat.e.s le 17 mai 2016.
- Université de Paris 12 – Créteil, poste fléché « politiques publiques » ; sélection des dossiers le 21 novembre 2013 et audition des candidat.e.s le 6 décembre 2013.

## EXERCICES PRÉCÉDENTS DES MÉTIERS DE LA RECHERCHE

---

2011-2012 : Post-doctorat à temps plein au CERAL (université de Paris 13), dans le cadre du projet de recherche coordonné par Pierre-Yves Baudot et intitulé : « Les maisons départementales des personnes handicapées : un guichet unique à entrées multiples »

2010-2011 : Post-doctorat (à 4/5 de temps) au LISE (CNAM), dans le cadre du projet de recherche franco-allemand ANR/DFG intitulé « Marianne, les métamorphoses de l'égalité », coordonné par Michel Lallement

## LANGUES

---

Français : langue maternelle

Allemand : courant

Anglais : lu, écrit, parlé (bon niveau)

Espagnol : lu, parlé

## PUBLICATIONS

---

### Ouvrage

*Gender Mainstreaming in einer lokalen Politik – Analyse der AkteurInnenstrategien* (« *Le Gender Mainstreaming dans une politique locale : analyse des stratégies d'acteurs* »). Publication du *Diplomarbeit* allemand (équivalent de DEA) – 2007, éditions VDM Verlag Dr. Müller, (Sarrebruck).

### Articles dans des revues à comité de lecture

« La femme nouvelle », Traduction et commentaire d'un texte de Marianne Weber (1919), avec Michèle Dupré, Isabelle Berrebi-Hoffmann et Michel Lallement, *Socio*, dossier « Crépuscules de l'intime », à paraître fin 2016.

« L'objectif d'égalité des sexes dans la mise en œuvre des politiques d'emploi à Berlin. De la diffusion professionnelle aux difficiles réappropriations profanes de l'égalité », *Politix*, n°9, 2015, p. 111-133.

« L'objectif d'égalité des sexes dans la mise en œuvre des politiques d'emploi en Seine-Saint-Denis et à Berlin : entre prescriptions communautaires, dynamiques nationales et initiatives locales », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 21, n°3, 2014, p. 111-136.

« Les formes de travail parlementaires. Une causerie », Traduction et commentaire d'un texte de Marianne Weber (1919), avec Isabelle Berrebi-Hoffmann, Michèle Dupré et Michel Lallement, *Revue française de science politique*, vol. 64, n°3, 2014, p. 459-478.

« "Mettre l'usager au cœur du dispositif" ? Regards croisés sur quatre maisons départementales des personnes handicapées », *Terrains et travaux*, numéro spécial sur les politiques du handicap, n°23, 2013, p. 93-112.

« Le *gender mainstreaming*, entre objectivation institutionnelle et apprentissage de l'égalité », *Lien social et politiques*, « Les politiques de genre : quel genre de politiques ? », n°69, 2013, p. 35-51.

« La mise en œuvre du *gender mainstreaming* dans les politiques locales de l'emploi : l'exemple du Fonds social européen en Ile de France », avec Marie-Thérèse Letablier, *Cahiers du genre*, contribution à un numéro spécial sur le *gender mainstreaming*, n°44, 2008, p. 165-184.

« La mise à l'épreuve d'une nouvelle catégorie d'action publique dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : l'intégration du critère du genre dans les projets du Fonds Social Européen », [Tr@jectoire](#), (Revue électronique du CIERA), dossier thématique « masculin-féminin / männlich-weiblich », n°1, novembre 2007.

« Genre et application du concept de *gender mainstreaming* : étude de cas dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen en Île-de-France et à Berlin depuis 2000 », *Politique Européenne*, n° 20, automne 2006, contribution à un numéro spécial sur « Genre et action publique en Europe », p. 55-73.

### **Autres articles**

« Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : l'objectif d'égalité entre les sexes dans les politiques d'insertion professionnelle à Berlin et en Seine-Saint-Denis », *Cahiers du LISE*, n° 5, 2011.

« Les PLIE : contraintes de résultat et risques d'éviction », *Connaissance de l'emploi*, n°87, décembre 2011.

### **Contributions à des ouvrages collectifs**

« L'accès à l'autonomie des femmes sans domicile victimes de violence : (im)pensé(e)s et pratiques », avec Marie Loison-Leruste, in Rist, Barbara, Rouxel, Sylvie, *Tous autonomes ? Autonomie, dépendance, interdépendance*, Paris, La découverte, à paraître en 2017.

« European Union policy on gender equality : The scope and limits of equality in the single market », in Rio, Cédric, Carmo, Renato, Medgyesi, Marton (dir.), *Reducing inequalities: a challenge for the European Union?*, à paraître en 2017.

« Pourquoi les politiques publiques ont toutes quelque chose en elles de très genré », avec Isabelle Engeli, in Boussaguet, Laurie, Jacquot, Sophie, Muller, Pierre, Ravinet, Pauline, *Une french touch dans l'analyse des politiques publiques ?*, Paris, Presses de Sciences po, 2015, p. 349-375.

« Féminisme », in Hervouët, François, Mbongo, Pascal et Santulli, Carlo (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, 2015, Lextenso-PUJP, 2014, p. 435-439.

« Genre », in Hervouët, François, Mbongo, Pascal et Santulli, Carlo (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, 2015, Lextenso-PUJP, 2014, p. 469-474.

« Genre et politiques publiques / politiques du genre », in Achin, Catherine, Bereni, Laure, *Dictionnaire genre & science politique - Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences po, 2013.

„Marianne Webers Essays ins Französische übersetzen: Eine Forschungsnotiz“, In Wobbe, Theresa, Berrebi Hoffmann, Isabelle, Lallement, Michel, *Die gesellschaftliche Verortung des Geschlechts. Diskurse der Differenz in der deutschen und französischen Soziologie um 1900*, Campus, Francfort sur le Main / New York, 2011, p. 287-308 (avec Michèle Dupré).

« Les politiques de conciliation de l'Union européenne : dépassement ou déplacement de la dichotomie genrée public-privé ? », avec Alexandra Jönsson, in Sénac-Slawinski, Réjane, Muller, Pierre (dir.), *Genre et action publique : la frontière public-privé en questions*, L'Harmattan, « Logiques politiques », Paris, 2009, p. 57-99.

„Vereinbarkeit von Beruf und Kindern für Französischen mit niedriger Qualifikation und geringen Einkünften. Fallstudie in der Region Ile-de-France“ (« Concilier travail et enfants pour les Françaises faiblement qualifiées et aux faibles revenus : une étude de cas dans la région Ile-de-France »), in Kaselitz, Verena, Ziegler, Petra (dir.), *Gleichstellung in der erweiterten Europäischen Union*, Peter Lang Verlag, Francfort sur le Main, 2008, p. 113-122.

### **Compte-rendu de journée d'étude**

« Focus – La fabrique des droits sociaux individualisés », avec Marie Loison-Leruste, *Informations sociales*, 2013, n°178, p. 124-127.

### **Recensions d'ouvrages et note critique**

#### Pour la *Revue française de science politique* :

Isabelle Berrebi-Hoffmann (dir.), *Politiques de l'intime. Des utopies sociales d'hier aux mondes du travail aujourd'hui*, Paris : La découverte, 2009, 288 p. – RFSP 2011, vol. 61, n°5.

Barbara Lucas, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, *Les nouvelles frontières du genre. La division public/privé en question*, Paris : L'Harmattan, 2010, 266 p. – RFSP 2011, vol. 61, n° 5.

Lisa Vanhala. *Making Disability Rights a Reality? Disability Rights Activists and Legal Mobilization in Canada and the United Kingdom*, Cambridge : Cambridge University Press, 2011, 293 p. – RFSP février 2013, vol. 63, n°1.

Jutta Jacob, Swantje Köbsell, Eske Wollrad, *Gendering disability : intersektionale Aspekte von Behinderung und Geschlecht*, Bielefeld, transcript, 2010, 240 p. – RFSP 2013, vol. 63, n°2.

Myra Marx Ferree, *Varieties of Feminism : German Gender Politics in Global Perspective*. Stanford university press, Stanford – Californie, 2012 – RFSP 2014, vol. 64, n°6.

Lecture critique de Alain Bihl, Roland Pfefferkorn, *Dictionnaire des inégalités*, Paris, Armand Colin, 2014, 441 p. : « Comment penser les inégalités aujourd'hui ? Apports et limites du Dictionnaire des inégalités » – RFSP 2016, vol. 66, n°2, p. 322-327. – 12.000 signes

Pierre-Yves-Baudot, Anne Revillard (dir.), *L'Etat des droits. Politique des droits et pratiques des institutions*. Paris, Presses de Science Po, 2015 – RFSP 2016, vol. 66, n°3-4.

Pour les Cahiers du genre (2012, n°53), Nolwenn Weiler, Audrey Guiller, *Le viol, un crime presque ordinaire*, Paris, Le cherche midi, 2011, 173 p.

Pour la Revue internationale de politique comparée (2011, n°4), note critique : « Le "mariage gay" entre mobilisations collectives et politiques publiques » : David Paternotte, *Revendiquer le « mariage gay » : Belgique, France, Espagne*. Éditions de l'Université de Bruxelles, 2010, 216 p. – 18.000 signes

Pour Politique européenne (2013, n°42), lecture croisée de : Frédéric Mérand, Julien Weisbein, *Introduction à l'Union européenne. Institutions, politique et société*, De Boeck, Bruxelles, 2011, 263 p. et de Olivier Costa, Nathalie Brack, *Le fonctionnement de l'Union européenne*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 – 16.000 signes

Pour Travail et emploi (2014, n°138), note critique de Jean-Christophe Defraigne, Jean-Luc De Meulemeester, Denis Duez et Yannick Vanderborght (dir.), *Les modèles sociaux en Europe. Quel avenir face à la crise ?*, Editions Bruylant, Bruxelles, 2013 – 12.000 signes

## COMMUNICATIONS

---

### Colloques, conférences, congrès et journées d'étude

1. « Femmes sans-domicile et précarité : entre invisibilité et prise en charge institutionnelle », avec Marie Loison, **université d'été « Les nouvelles figures du social. Concepts et professions »**, Paris, 4 juillet 2016.
2. « L'égalité entre les sexes et les collectivités territoriales : présentation du contexte », **Colloque « Le droit à la non-discrimination et les collectivités territoriales »**, Paris, 29 et 30 juin 2016.
3. « Les maisons départementales des personnes handicapées face à la crise : contraintes productives et accommodements organisationnels et professionnels », 16<sup>ème</sup> **Journées internationales de sociologie du travail (JIST)**, Athènes, 11-13 mai 2016.
4. « Gendering employment policies in France and Germany: the relevance of a cognitive analysis of the implementation process », **European consortium for political research (ECPR) Joint sessions**, Pise, 25-28 avril 2016.
5. « La politique d'égalité des sexes de l'UE : portée et limite de l'égalité par le marché », **Colloque « L'Union européenne face aux inégalités sociales »**, Paris, 12 et 13 avril 2016.
6. « Du *gender mainstreaming* communautaire à sa mise en œuvre dans les politiques d'emploi à Berlin et en Seine-Saint-Denis : les tribulations de l'objectif d'égalité entre les sexes », **Colloque « Le genre de l'intégration européenne »**, Paris, 19 et 20 novembre 2015.
7. « Donner corps aux catégories administratives. Regards croisés sur le travail des professionnel.le.s dans quatre maisons départementales des personnes



handicapées », **Colloque « Quel anniversaire pour les personnes handicapées ? Un bilan comparé, dix ans après »**, Paris, 8 et 9 octobre 2015.

8. « Une nouvelle gouvernance des politiques du handicap ? Que reste-t-il des droits sociaux dans les maisons départementales des personnes handicapées ? », **13<sup>ème</sup> congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de la section thématique « Changements dans la gouvernance des politiques sociales et dynamique du pacte démocratique en Europe », Aix en Provence, 22 juin 2015.
9. « "Mettre l'usager au cœur du dispositif" ? Regards croisés sur quatre maisons départementales des personnes handicapées », **journée d'étude autour du numéro de *Terrains et travaux* « Politiques du handicap »**, Paris, Science Po, 27 janvier 2014.
10. « Évaluer les situations et les conséquences du handicap : pratiques et enjeux de l'interdisciplinarité en MDPH », **journée d'étude inter-laboratoires « La fabrique des droits sociaux individualisés »** (CNAM - CERAL - IDHE - PRINTEMPS), CNAM, 3 décembre 2012 ;
11. « Études de genre et *disability studies* en France : regards croisés », **journée d'étude du GT handicap(s) « Comprendre et dire le handicap - la légitimité du chercheur en questions »**, MSH Paris Nord, 28 septembre 2012 ;
12. « L'État des droits des personnes handicapées entre contraintes et ressources institutionnelles : une approche comparée », **colloque « L'État des droits : pratiques des droits dans l'action publique »**, Centre de recherche sur l'action locale (CERAL), Université Paris 13 et Centre d'études européennes de Sciences Po (CEE) ; 25 - 26 juin 2012 ;
13. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : genre et égalité dans les politiques de l'emploi à Berlin et en Seine-Saint-Denis », **colloque international « Société civile et européanisation / internationalisation des politiques sociales »**, université de Nancy 2, 27 - 28 octobre 2011 ;
14. « Les intermédiaires de l'emploi face au tournant managérial des politiques d'emploi en France et en Allemagne : "insérer sous contraintes" », **11<sup>ème</sup> congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de la section thématique « La managérialisation de l'État social », Strasbourg, 31 août - 2 septembre 2011 ;
15. « Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : un objectif "transversal" face à la mise en chiffres des politiques de l'emploi », **4<sup>ème</sup> congrès international des associations francophones de science politique**, Bruxelles, 20 - 22 avril 2011 ;
16. « Gendering employment policy in France and Germany », seconde conférence européenne sur genre et politique (**Second European Conference on Politics and Gender**), Central European University, Budapest, 13 - 15 janvier 2011 ;
17. « La difficile intégration de l'objectif de promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi », **10<sup>ème</sup> congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de l'atelier « Genre et politiques publiques : de la découverte mutuelle au dialogue », Grenoble, 8 - 9 septembre 2009 ;

18. « Le genre dans les politiques locales d'emploi : comparaison franco-allemande », **colloque international « Le genre dans les politiques locales : comparaison européenne »**, Université de Bretagne occidentale, Brest, 6 - 7 juin 2008 ;
19. « Les politiques de conciliation de l'Union Européenne : dépassement ou déplacement de la dichotomie genrée public-privé ? », avec Alexandra Jönsson, **journée d'étude sur « Genre et action publique : la frontière public / privé en question »**, École doctorale de l'Institut d'Études Politiques de Paris, 8 juin 2007 ;
20. « Reconciliation of family with work for French women with low qualification and income : a case study in the region Ile-de-France », **Expert meeting on gender equality in the enlarged European Union**, Institut d'histoire est-européen, université de Vienne, 20 - 21 avril 2007 ;
21. « Le *gender mainstreaming* dans les projets pour l'emploi du Fonds Social Européen : un nouvel élan pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes ? », **colloque international « Travail, emploi, formation : quelle égalité entre les hommes et les femmes ? »** organisé par le Clersé, Université de Lille I, 23 - 24 novembre 2006 ;
22. « Genre et application du concept de *gender mainstreaming* : étude de cas dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen en Ile-de-France et à Berlin depuis 2000 », **8<sup>ème</sup> congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de l'atelier « Genre et actions publiques en Europe », Lyon, 14 - 16 septembre 2005 ;
23. « La politique de *gender mainstreaming* de l'Union Européenne – Bilan à mi parcours dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen en Ile-de-France et à Berlin depuis 2000 », **journée d'étude « Gender et analyse des politiques publiques »**, organisée par le groupe « Politiques publiques » de l'Association Française de Science Politique en partenariat avec le « Gender Studies Programme » du Robert Schuman Centre for Advanced Studies de l'Institut Universitaire Européen, Ecole doctorale de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 4 juin 2005.

### Séminaires de recherche

1. « L'introduction des recherches sur le genre en science politique », groupe genre, droit et discrimination du LISE, CNAM, 27 novembre 2015 ;
2. « "Favoriser l'accès à l'emploi et à la formation des femmes peu qualifiées ?" Les ambivalences de la managérialisation des dispositifs d'insertion », **séminaire inter-laboratoires « Trajectoires professionnelles et dispositifs publics en action »**, université de Paris Dauphine, 13 avril 2012 ;
3. « Femmes peu qualifiées et sans emploi en Seine-Saint-Denis : quelles perspectives d'évolution sociale ? », dans le cadre de la séance « Seine-Saint-Denis, reconversions économiques et transformations sociales » du **séminaire « La Seine-Saint-Denis »**, CEVIPOF, 3 avril 2012 ;
4. « Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : un objectif "transversal" face à la managérialisation des politiques de l'emploi », **séminaire interne du CEE**, discutante : Marie-Christine Bureau, 15 février 2011 ;

5. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : genre et égalité dans les politiques de l'emploi à Berlin et en Seine Saint Denis », **atelier genre du LISE**, CNAM, 28 janvier 2011 ;
6. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : genre et égalité dans les politiques de l'emploi à Berlin et en Seine Saint Denis », séance sur la « circulation et pratiques du genre en Europe » du **séminaire « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats »**, discutante : Rose-Marie Lagrave, **EHESS**, 25 janvier 2011 ;
7. « La question du genre dans les réformes des politiques de l'emploi en Allemagne », **séminaire travail, emploi et protection sociale (TEmps)**, discutante : Catherine Marry, université de Paris 1, maison des sciences économiques, 20 janvier 2011 ;
8. « La difficile intégration de l'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : l'apport d'une approche cognitive », **séminaire transversal du LISE**, discutante : Léa Lima, 3 décembre 2010 ;
9. « La difficile intégration de l'objectif de promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : ce que nous apprend l'analyse des politiques publiques », **séminaire interne du CEE**, discutante : Catherine Spieser, 6 octobre 2009 ;
10. « Les politiques de conciliation de l'Union Européenne : dépassement ou déplacement de la dichotomie genrée public-privé ? », **séminaire interne du CEE**, discutante : Nathalie Morel, 24 avril 2008 ;
11. « Le *gender mainstreaming* dans la mise en œuvre du fonds social européen en Ile-de-France » dans le cadre du **séminaire interdisciplinaire « Genre(s), identité(s) de genre(s) et rapports sociaux de sexe(s) »** animé par Karine Chaland à l'**Université Marc Bloch de Strasbourg**, 14 février 2008 ;
12. « Intégrer l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : les enseignements du fonds social européen et des plans locaux d'insertion pour l'emploi en Seine-Saint-Denis », **séminaire interne du CEE**, discutant : Bernard Gomel, 6 juillet 2007 ;
13. « Le *gender mainstreaming* dans les projets pour l'emploi du fonds social européen : un nouvel élan pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes ? », **séminaire franco-allemand de jeunes chercheurs « masculin-féminin / männlich-weiblich »** organisé par le Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherche sur l'Allemagne (**CIERA**), Moulin d'Andé (Normandie), 10 - 13 septembre 2006.

## **ANIMATION DE LA RECHERCHE**

---

**Co-organisation des journées d'étude « Penser l'action publique par le travail de ses acteurs »**, avec Eléonor Breton (doctorante en science politique LISE / CNAM et CESSP/ Paris 1), 16 et 17 juin 2015, CNAM, Paris – avec le soutien du LISE, du CERAL et de l'université de Paris 13.

La sociologie de l'action publique constitue désormais un sous-champ de la science politique bien institutionnalisé. Outre les approches (institutionnalistes, cognitives, socio-historiques, etc.), les objets de recherche et les perspectives d'analyse se sont diversifiés, face à différentes mutations contemporaines des politiques publiques, telles la multiplication des échelles d'action publique et celle, corolaire, des acteurs publics, la montée en puissance de divers acteurs « privés », ou encore les réformes de « modernisation » de l'action publique et des administrations.

Cette journée propose de contribuer à enrichir l'analyse des politiques publiques, dont on a pu dire qu'elle était en proie à un certain essoufflement (Bezes et Pierru, 2012), en centrant l'analyse sur la question du travail de ses acteurs dans toute sa diversité. Relativement peu investie en sociologie de l'action publique, cette démarche, visant à renouveler les échelles d'analyse (Bezes et Joint-Lambert, 2010) en tenant ensemble regards micro et macro sociologiques, nous paraît stimulante pour analyser l'action publique « en train de se faire ». Tout comme certains travaux ont proposé de s'appuyer sur une démarche ethnographique (Belorgey, 2012 ; Dubois, 2010 ; Spire, 2007 ; Lazreg et Tomkinson, 2014), afin de mieux saisir « l'Etat en action » (Jobert et Muller, 1987), ou l'« Etat au concret » (Padioleau, 1982), cette journée a pour ambition d'enrichir notre connaissance de l'action publique et de ses évolutions en se demandant en quoi et comment l'analyse du travail des acteurs y participant peut nous aider à poser un « nouveau » regard sur ces questions.

**Co-organisation du cycle de journées d'étude « La fabrique des droits sociaux individualisés » (3 septembre 2012, 8 avril 2013, 3 septembre 2013), et co-organisation de la journée du 8 avril 2013 à l'université de Paris 13, avec Léa Lima (MCF sociologie), Marie Loison (MCF sociologie), Delphine Corteel (MCF sociologie) et Charles-Eric Adam (doctorant en sociologie)**

Le CERAL (Université Paris 13), l'IDHE (ENS Cachan, CNRS), le LISE (CNAM, CNRS) et le Printemps (Université Versailles-Saint Quentin, CNRS) organisent un cycle de trois journées d'étude afin d'explorer les aspects à la fois normatifs, cognitifs et politiques de la mise en œuvre des droits sociaux individualisés.

Le glissement des politiques sociales d'une approche catégorielle vers une approche individualisée des bénéficiaires a été identifié dans la littérature (Astier ; Needham ; Weller) ; l'allocation des droits et des services dans l'action sociale et médico-sociale s'éloigne de plus en plus d'un modèle universaliste et automatique pour s'établir selon des processus de négociation complexe au sein de magistratures sociales qui ont pour mission de faire (et défaire) les droits sociaux par l'examen des cas individuels. Cette transformation profonde de la conception des droits sociaux accorde une importance croissante aux activités d'évaluation et d'accompagnement des usagers dans les politiques sociales.

Ce phénomène concerne de nombreuses politiques publiques : emploi et insertion, minima sociaux, handicap et santé mentale, logement, lutte contre l'exclusion, éducation, qui constituent autant de domaines d'action publique où les destinataires des politiques font l'objet d'évaluations, de délibérations et d'accompagnement de la part des *street-level-bureaucrats*, dans le cadre de relations souvent contractualisées entre les pouvoirs publics et les bénéficiaires.

Il s'agit au travers ces trois journées d'étude de porter un éclairage particulier sur les formes d'expertise qui émergent à cette occasion et sur les interactions sociales (entre

professionnels, entre professionnels et usagers, entre usagers) dont elles sont le support.

1<sup>ère</sup> journée : lundi 3 décembre 2012, au CNAM

2<sup>ème</sup> journée : 8 avril 2013, à l'université de Paris 13 (voir présentation détaillée ci-dessous)

3<sup>ème</sup> journée : 9 septembre 2013, à l'université de Versailles Saint-Quentin

**Organisation**, avec Noémie Rapegno (doctorante en géographie), Seak-Hy Lo (doctorante en sociologie), Gildas Brégain (doctorant en histoire) et Mathilde Mus (docteure en géographie) **de la journée d'étude « Handicap et politiques publiques » à l'EHESS, le 1<sup>er</sup> octobre 2013.**

Le GT Handicap(s) et Sociétés du programme Handicaps et Sociétés de l'EHESS, en partenariat avec le Réseau Santé et Société, organise sa 4<sup>ème</sup> rencontre de jeunes chercheurs autour des politiques publiques du handicap.

Devenu enjeu de politiques publiques depuis la fin de la première guerre mondiale et l'émergence des problèmes liés aux mutilés de guerre, le handicap a gagné en visibilité sur les agendas des pouvoirs publics depuis le début des années 2000 : l'année européenne du handicap en 2003, la loi du 11 février 2005 **pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** adoptée par le Parlement français, ou encore la mise en place des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) en constituent autant de témoignages.

Parce qu'elles sont productrices à la fois d'institutions, d'interactions et de rapports de force entre une multitude d'acteurs (Lagroye, François et Sawicki, 2006), mais aussi de discours et de normes, de ressources et de contraintes cognitives (Muller, 2009), les politiques du handicap apparaissent intéressantes à questionner de divers points de vue. Elles associent en effet une pluralité d'acteurs, publics et privés (des conseils généraux à différentes associations de défense des droits des personnes handicapées, en passant par l'Union européenne (Waldschmidt, 2009) et la CNSA) et engagent de nombreuses institutions (les établissements médico-sociaux, les MDPH, l'État), dont les manières de concevoir le handicap et les intérêts ne sont pas nécessairement convergents.

Il s'agira pendant cette journée de mettre en lumière les mécanismes et les jeux d'acteurs, ainsi que les normes et les discours à l'œuvre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Cette journée entend donc questionner l'action publique d'une multiplicité de points de vue, en s'intéressant à la fois aux politiques du handicap qu'aux rapports entre le handicap et une série de politiques sectorielles (comme par exemple celles du logement, de l'éducation, ou de l'emploi), en incluant dans son analyse une diversité d'acteurs (des décideurs politiques et administratifs aux *street-level-bureaucrats* (Lipsky, 1980), en examinant la diversité des séquences de politiques publiques (mise à l'agenda, décision publique, mise en œuvre), et en interrogeant l'action publique sans privilégier nécessairement le cas français.

**Organisation et animation**, avec Yann-Arzel Durelle-Marc (MCF en histoire du droit) **du séminaire du CERAL, sur le thème « Crises et mutations des droits sociaux » - année universitaire 2012-2013 ; 5 séances**

Si la question des droits sociaux constitue un enjeu politique, social et juridique ancien et dont les acteurs publics se sont saisis dès avant les révolutions des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, elle reste d'une grande actualité à plusieurs égards. D'une part, en effet, les

droits sociaux, dont certains ont valeur constitutionnelle, relèvent d'enjeux forts et diversifiés dans la vie des *citoyen-ne-s ordinaires* : droits liés au travail ou attachés à la protection sanitaire et sociale, droits à l'instruction et à l'éducation, droits relatifs au logement, droits des femmes..., en constituent autant de facettes, dont chacune expérimente les implications quotidiennes. D'autre part, certains de ces droits font la Une de l'agenda politique ces dernières années, à l'instar des « droits et devoirs » des chômeurs, âprement discutés dans le cadre de la réforme des politiques de l'emploi des États-providence français et européens. Les droits des salarié-e-s font également l'objet d'importantes mobilisations sociales, médiatisées lorsque sont prises par des dirigeant-e-s d'entreprises des décisions de délocaliser leur activité ou d'y mettre fin. Leur périmètre, leur portée et leur effectivité constituent encore – plus que jamais – un point de clivage politique et idéologique important.

**Organisation, avec Clémence Ledoux (MCF en science politique), du colloque « Les frontières des inégalités : regards croisés France-Allemagne » - 17 et 18 octobre 2012**

L'enjeu de ce colloque était d'analyser les mécanismes de mise en visibilité et de dénonciation des inégalités ainsi que ceux de développement des instruments visant à lutter contre elles dans un contexte où les discours de dénonciation des inégalités sont largement présents dans les champs académiques, journalistiques, politiques et constituent l'objet de nombreuses mobilisations collectives. Comment la frontière entre différence et inégalité est-elle définie ? Comment expliquer le succès de mobilisations collectives dénonçant les inégalités et au contraire l'échec d'autres ? Pourquoi certaines inégalités sont-elles portées au cœur des agendas politiques et d'autres restent-elles en dehors ? S'adressant aux sociologues et aux politistes, aux philosophes, aux juristes, aux économistes et aux historien-ne-s, le colloque sera organisé autour de trois principaux axes, correspondant à trois séquences de la construction des inégalités comme problème public : les usages savants et populaires de la pensée des inégalités (axe 1), les conditions de mobilisation contre les inégalités (axe 2), la façon à travers laquelle des instruments de politiques publiques sont utilisés dans le but de lutter contre les inégalités (axe 3).

**Séminaire Genre, Emploi et Politiques Publiques (GEPP) avec Marie-Thérèse Letablier (directrice de recherche au CNRS) au Centre d'Études de l'Emploi (CEE)**

Au CEE, Marie-Thérèse Letablier et moi-même avons animé durant une année (jusqu'au départ de M.-T. Letablier du CEE) le séminaire GEPP, qui réunissait des sociologues, des économistes et des politistes. Ce séminaire visait à analyser les relations de genre dans la sphère de l'emploi, en se concentrant sur les enjeux genrés des politiques publiques.

**Participation à l'atelier genre et action publique (AGAP) à l'IEP de Paris**

J'ai participé depuis sa création et jusqu'à la fin de cet atelier à un travail collectif réunissant des doctorant-e-s et jeunes docteur-e-s en science politique et en sociologie de l'IEP de Paris, de l'université de Paris 1 et de l'EHESS notamment. Cet atelier avait pour but d'étudier la question du genre dans l'action publique, entendue dans un sens large (politiques publiques, action collective). Cet atelier réunissait tous les trois mois ses membres pour discuter de productions individuelles et collectives, et des travaux récents de chercheurs et chercheuses confirmés dans ce domaine.

## **ACTIVITÉS DE RECHERCHE – DIVERS**

---

Participation au groupe de travail « Genre et politiques publiques » (GEPP), OFCE, coordination : Françoise Milewski (2013 – 2015).

Participation au groupe de travail « Violences de genre et accès à l'emploi », sous la direction de Séverine Lemièrre et Iman Karzabi, dans le cadre de l'observatoire régional des violences faites aux femmes (septembre 2014 – juin 2016).

**Membre de l'axe « Genre, droit discrimination »** (depuis 2010) animé par Arnaud Lechevalier, Marie Mercat-Bruno et Ferruccio Ricciardi au LISE, CNAM.

**Membre de l'axe « politiques et action sociales »** (PAS) du LISE / CNAM (depuis 2012), animé par animé par Barbara Rist et Sylvie Rouxel

**Discutante** au séminaire des doctorant.e.s du LISE :

- Emmanuel Loustalot, document de travail en lien avec la thèse sur l'organisation des aides humaines des personnes en situation de handicap nécessitant un accompagnement constant, 13 mai 2013.
- Cathy Bousquet, « Les rapports de genre dans la construction et l'évolution du travail social », 16 décembre 2013

**Discutante** aux 16èmes Journées Internationales de Sociologie du Travail (JIST) à Athènes (13 mai 2016) des 4 communications de la session « Redéfinition des acteurs et des structures de politiques publiques » (axe "Les travailleurs des services publics dans la crise : redéfinitions, tensions et segmentations").

## **RESPONSABILITÉS PROFESSIONNELLES**

---

Membre du Conseil de laboratoire du CERAL – université de Paris 13, depuis fin 2012

Membre du Conseil d'UFR Droit, sciences politiques et sociales – université de Paris 13 depuis novembre 2014

## **BOURSES ET SÉJOURS DE RECHERCHE**

---

Avril 2009 Séjour de recherche de trois semaines à Berlin  
Obtention d'une **bourse « Aires Culturelles » du Ministère de la Recherche**

Septembre 2007 Séjour de recherche de trois semaines à Berlin  
Obtention d'une **bourse du Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA)**

Octobre 2006 Séjour de recherche d'un mois à Berlin  
Obtention d'une **bourse « court séjour » du Centre Marc Bloch de Berlin**

## VALORISATION DE LA RECHERCHE HORS DU CHAMP ACADÉMIQUE

---

### Interventions auprès de professionnels de l'emploi et de l'insertion, d'élu.e.s, de syndicalistes

1. 24 mai 2016 : « Le protocole spécialisé dans l'insertion professionnelle des femmes victimes de violences d'un Job Center de Berlin », Intervention au Conseil régional d'Île-de-France, dans le cadre de la **9ème rencontre de l'Observatoire régional des violences faites aux femmes**, sur le thème « Améliorer l'accès et le maintien en emploi des femmes victimes de violences »
2. 10 juin 2015 : Intervention sur le thème « Les politiques publiques pour l'égalité professionnelle : une analyse comparative France-Allemagne », dans le cadre d'une **formation auprès de militant.e.s syndicaux** dans le cadre des formations proposées par l'Institut des sciences sociales du travail (ISST) ;
3. 4 avril 2014 : Participation à la **table ronde « Métiers d'hommes, métiers de femmes ? Ouvrons le champ des possibles ! » organisée par le conseil général de l'Essonne** ;
4. 10 octobre 2013 : Participation à la **table ronde sur « L'accès à l'emploi des jeunes femmes précaires »**, sur le thème des freins à la prise en compte des questions de genre par les intermédiaires de l'emploi ; organisée par l'association Une femme un toit / FIT ; Paris, Mairie du 3<sup>ème</sup> arrondissement ;
5. 14 juin 2013 : Intervention dans la **journée technique organisée par Europlie** (réseau de plans locaux d'insertion pour l'emploi), sur le thème de l'égalité entre les sexes dans les PLIE ; Marseille ;
6. 11 janvier 2013 : Intervention aux **Assises nationales du CNIDFF « Genre, précarité, solidarités »**, sur le thème des problématiques féministes dans les politiques d'emploi ; Paris, Sénat ;
7. 6 décembre 2012 : Intervention dans le **colloque « Égalité entre les femmes et les hommes : territoires et décentralisation »**, organisé par le **Conseil général des Côtes d'Armor**, Binic ;
8. 24 avril 2012 : participation à **l'émission de radio « En Quête d'Europe »** sur Euradionantes, titre de l'émission « L'égalité entre les femmes et les hommes : impulsion européenne et mise en œuvre locale » - diffusion jeudi 10 mai à 20h ;
9. 24 mai 2011 : Intervention dans le cadre de la **journée d'étude sur l'égalité professionnelle dans l'orientation et l'insertion**, intervention auprès de professionnels du département de l'Essonne des secteurs de l'insertion sociale et professionnelle, de l'orientation, de l'éducation et de la formation ;
10. 14 octobre 2010 : Participation à la table ronde « favoriser l'égalité femmes – hommes » dans le cadre du **séminaire « rencontre des acteurs des fonds européens – actualité et perspectives en Île-de-France »** consacré aux fonds structurels en Île-de-France et organisé par la préfecture d'Île-de-France.



## **Interventions auprès d'étudiant.e.s sur les inégalités professionnelles ou sur le handicap**

1. 11 juin 2015 : Intervention sur le thème « Les Maisons départementales des personnes handicapées : des « guichets uniques » à entrées multiples », auprès d'étudiant.e.s de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) ;
2. 14 juin 2012 : Intervention sur la place de l'objectif d'égalité entre les sexes dans les politiques d'insertion professionnelle, dans le cours de Mohamed Madoui au CNAM, auprès d'étudiant.e.s de Master 1 ;
3. 5 avril 2012 : Intervention sur la méthodologie de recherche du projet de recherche « Les maisons départementales du handicap : un "guichet unique" à entrées multiples » dans le cadre du cours de Master 2 « Méthodes de l'évaluation, outils, professionnalisation » assuré par Maïa Fansten à l'université de Paris – Descartes ;
4. 27 mars 2009 : Intervention sur les enjeux de l'égalité professionnelle dans le cadre d'un atelier à destination d'étudiant.e.s en Master Pro d'économie, université de Paris I - Panthéon-Sorbonne ;
5. 25 mars 2008 : Intervention sur les inégalités entre les sexes dans l'emploi dans le cadre d'une **table ronde sur le choix des métiers organisée par la** mission égalité filles-garçons, université de Cergy-Pontoise.